

## OPINION

## Un “débat” avec Schyns

■ Il faut arrêter de croire que tous les enfants sont égaux et capables de réussir sans heurts des secondaires qui les mettent dans le même moule, avant de se prendre une monumentale claque en arrivant dans le supérieur.

Roxane de Fonvent

Professeure de Français.

Les lundis de l'enseignement

Que dire à propos de la rencontre à laquelle j'ai participé avec madame la ministre Marie-Martine Schyns ? A dire vrai, il m'a fallu une journée de délai avant de “pondre” ce message car, de fait, cette soirée m'a laissée sans voix. Je l'avoue, je n'étais pas des plus optimistes en me rendant au collège Saint-Pierre de Jette parce que, comme beaucoup, j'ai de plus en plus tendance à me laisser gagner par le défaitisme. Hier soir, j'avais encore l'espoir que nous pouvions changer les choses, faire entendre notre voix. Notre voix, celle des “acteurs de l'enseignement”, les vrais, ceux qui sont dans les classes, ceux qui travaillent avec les élèves, ceux qui aiment leurs élèves.

Je fais également partie de ces “acteurs de l'enseignement” qui s'interrogent sur la valeur de la formation, de même que sur l'impact que le Pacte d'Excellence aura sur le fossé des inégalités. J'ai eu à corriger le CE1D (certificat d'études du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire) de français. J'ai ri. Jaune. Le Pacte nous dit qu'il va “rééquilibrer savoirs et compétences”. Mais dans quel sens ?

Permettre de gagner des points à Pisa, diminuer le redoublement, c'est très beau. Mais qu'en est-il de la réelle acquisition, par nos élèves, de savoirs et compétences solides ? Est-ce avec 45 minutes de latin par semaine (ou

90 min une semaine sur deux, puisque MMS nous propose des horaires formés en termes de cours de 90 min) que nos élèves pourront analyser un texte ? Saisir la structure de la langue ? Produire une vraie démarche grammaticale ? Je ne parle pas de la culture, puisque les langues anciennes (le latin, le grec) sont rangées dans la section “langues”.

Un Tronc Commun tel qu'envisagé actuellement ne me semble aller que dans un sens : celui qui laisse croire que tous les enfants sont égaux, que tous sont capables de réussir sans heurts des secondaires qui les mettent dans le même moule, avant de se prendre une monumentale claque en arrivant dans le supérieur. Le corollaire ?

La floraison prochaine d'écoles privées, d'écoles préparatoires aux études supérieures, de même qu'une demande croissante de professeurs particuliers. Parents, vous serez répartis dans deux camps : celui des citoyens assez fortunés pour se permettre de financer des cours supplémentaires ou le minerval exorbitant d'une école non subventionnée qui permettra à votre progéniture d'accéder aux études supérieures, et celui des plébéiens, forcés de se contenter de l'école publique et de son Pacte de la Médiocrité. Tous auront leur CESS (certificat d'enseignement secondaire supérieur). Vive l'égalité ! Mais la “carrière” d'étudiant ne prend pas fin à 18 ans et c'est là que le bât

blesse.

J'aurais tellement d'autres choses à dire et redire sur ce Pacte. Tant de choses que je n'écrirai pas, parce que je vous laisserai (si tel n'est pas déjà le cas). Ainsi, je terminerai sur ces quelques mots : pourquoi suis-je sans voix après cette rencontre ? Parce que j'ai été marquée par la tension qui régnait dans la salle, laquelle semblait contenir une majorité de professeurs “contre” le Pacte. Parce que j'ai été sidérée de voir la ministre “choisir” les questions auxquelles répondre, tout en omettant soigneusement les parts qui gênaient. Parce que j'ai été mortifiée de la voir si agressive envers les “acteurs de l'enseignement” présents dans la salle, sans lesquels il n'y aurait pourtant pas d'école. Parce que j'ai perdu espoir en voyant à quel point les médias, pourtant présents dans la salle, ont mal – ou pas – relayé l'information.

J'ai réalisé que l'on continuerait à vendre le Pacte et le Tronc Commun comme quelque chose d'absolument merveilleux. Et que si l'on nous dit de participer, en septembre/octobre, aux groupes de réflexion sur l'aménagement des grilles horaires, la ministre précise quand même, en aparté, que si nous sommes trop de représentants des branches les plus touchées (langues anciennes, histoire/géo, ...), il ne faudra pas s'étonner que l'on ne tienne pas compte de notre voix, pour “rééquilibrer les choses”.